



Sciences-CampusInfo

Magazine Scientifique et Universitaire

Quotidien N° 002 du 22 avril 2016 / Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 37 36 39 BURKINA FASO

Version numérique

Annonce

Trouvez vos offres d'emploi du jour à partir de la page 4



Universités publiques du Burkina La FJLD/BF pour des campus publics nouveaux

pour le Développement du Burkina (FJLD/BF) a tenu un atelier sur la situation académique dans les universités publiques du Burkina. Composée majoritairement d'étudiants, la FJLD/BF souhaite redonner un nouveau visage aux universités publiques. Pour y parvenir, la participation de tous les acteurs du domaine est nécessaire. C'est pourquoi le thème choisi pour cet atelier est « approche collaborative de tous les acteurs universitaires : résolution des crises pour un campus nouveau ». C'était le samedi 16 avril 2016 à Ouagadougou.

Les universités publiques du Burkina souffrent de nombreuses difficultés. Chevauchements des années académiques, retard, grèves d'étudiants et d'enseignants, insuffisance de ressources, etc. Chaque année, les autorités et les acteurs du monde universitaires se réunissent dans le but de résoudre les problèmes de ces établissements d'enseignement supérieur. C'est dans cette perspective que s'inscrit la Fédération des jeunes leaders pour le développement du Burkina (FJLD/BF) en organisant cet atelier. Pour l'occasion, les responsables de la fédération ont réuni autour d'une même table les autorités et les acteurs du monde universitaires.

Convaincu que les difficultés que rencontrent les universités sont de la responsabilité de tous, la FJLD/BF compte à travers cet atelier, améliorer la collaboration entre acteurs du monde universitaires dans la perspective du renouveau des universités publiques.

Pendant plusieurs heures d'horloge, les participants ont passé au peigne fin l'état des lieux du fonctionnement des universités publiques, l'évaluation des rôles des acteurs et ont émis des propositions et des recommandations pour une meilleure responsabilisation.

Pour ce qui concerne l'état des lieux les participants ont fait le constat selon lequel les universités burkinabè souffrent de

nombreuses déficiences en matière d'organisation et de gestion. En effet, plusieurs rencontres et études regroupant les acteurs et des partenaires de l'enseignement ont été menées dans le but de trouver des solutions efficaces et durables à ces problèmes. Cependant, les responsables du FJLD/BF constatent que malgré ces efforts consentis, des difficultés demeurent toujours.

C'est pourquoi cet atelier a été l'occasion pour eux de faire des recommandations et des propositions à l'endroit de l'Etat, des autorités universitaires et des étudiants qui sont le plus souvent les premières victimes de la situation.

A l'Etat, la FJLD/BF demande une valorisation de l'enseignement supérieur à travers la réforme des programmes académiques, la mise en place d'un cadre de concertation permanent entre les différents acteurs, l'accompagnement du système LMD en réunissant tous les moyens nécessaires et en formant ses acteurs, l'amélioration des prestations du Centre National des Œuvres Universitaires (CENOU) et la construction d'infrastructures.

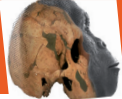
Quant aux autorités universitaires, les participants les exhorte d'observer du sérieux et de la rigueur dans l'organisation des activités académiques et pédagogiques, de rendre disponible le matériel de travail dans les universités, d'informatiser la gestion administrative, de mettre les enseignants dans de bonnes conditions de travail et de créer un comité de suivi des activités académiques.

Les recommandations faites à l'endroit des étudiants sont entre autre la réduction des mouvements d'humeur, l'harmonisation des structures syndicales et l'accompagnement de l'administration.

Les enseignants quant à eux, doivent observer du patriotisme, respecter les curricula, l'éthique et la déontologie.

Selon les organisateurs de l'atelier, si ces propositions et recommandations venaient à être appliquées, les universités publiques burkinabè pourraient connaître de meilleures situations académiques. En attendant, ils comptent transmettre ces recommandations à qui de droit pour appréciation.

Valentin MANO



Dialogue politique Les 100 jours du Président Roch Marc Christian Kaboré sous la loupe du Présimètre

« *L'évaluation des 100 jours du président Roch Marc Christian Kaboré* ». C'est l'exercice auquel s'est livré le Centre pour la Gouvernance démocratique (CGD) en collaboration avec la Convention des Organisations de la Société civile pour l'Observation domestique des Elections (CODEL). Les résultats de cette évaluation ont été présentés au public ce lundi 18 avril 2016 à Ouagadougou. Le moins que l'on puisse dire, c'est que moins de 50% ont confiance en la tenue des engagements du président Roch Marc Christian Kaboré même s'il lui reste encore quatre bonnes années et quelques jours pour rectifier le tir.

Les populations ouagalaises ne se sont pas fait prier pour assister à la conférence initiée par le Centre pour la Gouvernance Démocratique (CGD) en collaboration avec la Convention des Organisations de la Société civile pour l'Observation Domestique des Elections (CODEL). Le jeu en valait la chandelle, puisqu'il s'agit de « l'évaluation des 100 jours du président Roch Marc Christian Kaboré » en ce lundi 18 avril 2016.

Il nous souvient que Roch Marc Christian Kaboré, dans son programme, a promis de rendre accessible une éducation de qualité, des services de santé de qualité, d'atteindre un taux d'accès à l'eau potable de 100% en milieu urbain et rural, de rendre accessible les services et infrastructures d'assainissement à au moins 80% de la population urbaine et 50% de la population rurale. Il a aussi promis d'augmenter les potentialités de production afin de faire reculer considérablement l'insécurité alimentaire à l'horizon 2020, de donner à la jeunesse de véritables chances de s'épanouir et participer au développement du pays et enfin de promouvoir la femme comme acteur dynamique de développement. Ce sont ces différents points qui ont été soumis à un échantillon de 2052 personnes vivant à l'intérieur et hors du Burkina Faso en vue de recueillir leurs sentiments.

Insatisfecit quant à la gestion de la question des kolgwéogo

Il est ressorti que, selon l'expert Issoufou Nana, environ 44% des enquêtés ont confiance que l'éducation soit accessible à tous tandis que 43% ont confiance que les services de santé de qualité soient accessibles. Pour ce qui concerne les tendances lourdes par exemple environ 60% des enquêtés ne sont pas satisfaits de la manière dont la question des kolgwéogo a été gérée. La

façon dont la gestion de la menace terroriste a été faite n'a pas satisfait 58%, et environ 62% ne sont pas également satisfaits de la manière dont le gouvernement a géré les délestages et la lutte contre la corruption.

C'est au regard de tout ceci qu'il a été suggéré au gouvernement rochiste de travailler à réhabiliter la politique au Burkina Faso perçue comme un milieu de mensonge et de paroles non tenues par excellence. Par ailleurs, l'harmonisation de la communication sur la reconnaissance et/ou la gestion des kolgwéogo, des solutions pérennes pour les délestages et des sanctions pour les cas de corruption sont des notes que le président Roch Marc Christian Kaboré devra veiller à ajuster, car environ 47% des enquêtés pensent qu'il n'a pas emprunté le bon sens. Les résultats de ce sondage, mené entre le 8 et 12 avril 2016, est disponible sur www.presimetre.bf.

En rappel, le Présimètre est un programme mis en œuvre par l'ONG DIAKONIA en collaboration avec les Organisations de la Société civile en vue de mesurer régulièrement et continuellement les performances du Président du Faso, les niveaux de respect de ses engagements et les réponses apportées à l'expression des préoccupations citoyennes. Le Rochimètre est justement un des outils opérationnels de la plate-forme technologique.

Aris KUSIELE SOMDA



Poste : COMMERCIAUX

Recruteur : Une nouvelle société

Type d'emploi : CDD

Pays : Lomé/TOGO

Adresse : arobase-si@hotmail.com

Date limite de dépôt des dossiers : 26 avril 2016

Description :

Profil du candidat:

-Être étudiant (e)

-Être disponible immédiatement

-Résider dans les quartiers environnants de l'Université de Lomé

Dossier de candidature et lieu de dépôt:

-Un curriculum bien détaillé précisant le quartier de résidence

-Une copie de la carte d'identité

Les dossiers doivent être envoyés à l'adresse : arobase-si@hotmail.com

Date limite de dépôt: le 26 avril 2016

Source: <http://www.anpetogo.org/index.php/component/content/article/90-offres-d-emplois>.



Promotion des droits des personnes handicapées/Les acteurs de la région du Centre-Nord sensibilisés à Kaya

Il s'est tenu ce mardi 19 avril 2016 à Kaya, Chef-lieu de la région du Centre-Nord, un atelier régional d'information, de sensibilisation et de plaidoyer sur les droits des personnes handicapées. Placé sous la présidence de madame le gouverneur de ladite région représenté par N. Antoine Ouédraogo, cet atelier a permis aux participants de cerner la relation « handicap et développement inclusif » ainsi que les textes juridiques relatifs aux droits des personnes handicapées.

Organisé par le secrétariat permanent du conseil national multisectoriel pour la protection et la promotion des droits des personnes handicapées (SP-COMUD/Handicap), cet atelier marque l'ouverture d'une campagne et a permis de faire connaissance et d'échanger sur la convention relative aux droits des personnes handicapées (CDPH) et les autres textes juridiques. Par ailleurs cette rencontre permettra aux participants d'évoquer la situation des personnes vivant avec un handicap dans la région du Centre-Nord.

La situation des personnes vivant avec un handicap est peu reluisante au Centre-Nord à l'image de notre pays. En effet, le recensement général de la population et de l'habitat de 2006 révèle que la région compte 13 653 personnes handicapées dont 3 413 enfants et 6626 femmes. Selon la même source, les personnes handicapées sur le territoire national représentent 1,2% de la population soit 168 094 personnes.

En 2010, le rapport de l'OMS sur le handicap estime que 15% de la population mondiale vit avec un handicap. Toutefois, et en dépit de leur nombre, cette frange des populations a difficilement accès aux services sociaux de base. Une étude multisectorielle menée en 2008 par le ministère en charge de l'action sociale laisse voir que 66% des personnes handicapées n'ont aucun niveau d'instruction. Tandis que 76,80% des personnes handicapées sont au chômage, seulement 25,9% ont une occupation dans le secteur informel majoritairement et dont 78,20% ont un revenu mensuel en dessous du SMIG.

« Cette campagne va en droite ligne de l'esprit de l'article 8 de la convention, relative aux droits des personnes handicapées » a relevé le secrétaire général de la région. C'est pourquoi, à l'ouverture de l'atelier, il a invité les acteurs à une participation active aux échanges afin qu'à terme, des solutions soient envisager pour l'amélioration des conditions de vie de cette couche particulièrement vulnérable de la population.

Dans la perspective d'améliorer ces indicateurs, le Burkina Faso après la ratification de la Convention des Nations Unies relative aux Droits des personnes handicapées et l'adoption d'instruments juridiques y relatifs, s'est doté en 2012 du Conseil Multisectoriel pour la protection et la promotion des droits des personnes handicapées (COMUD/Handicap). Ce conseil est un dispositif de coordination et de suivi de l'application des textes juridiques tendant à améliorer la situation des personnes vivant avec le handicap au Burkina Faso.

Cet atelier de 24 heures se tient en prélude à de nombreuses activités de sensibilisation telles que des conférences, des théâtres forums, des causerie-débats, des émissions radio-phoniques. Ces activités visent globalement à sensibiliser la société, la famille à la situation des personnes handicapées et de promouvoir le respect de leurs droits et de leur dignité, à combattre les stéréotypes, les préjugés et les pratiques dangereuses concernant les personnes handicapées et enfin à faire connaître les capacités et les contributions des personnes handicapées.

Augustin Irwaya OUEDRAOGO

Titre du poste: Un chauffeur coursier

Récruteur: ONG JHPIEGO

Type d'emploi: CDD

Pays: Ouagadougou/Burkina Faso

Date limite de dépôt des dossiers: 29 Avril 2016 à 12h

Profil du candidat:

- Avoir quatre ans de conduite d'une voiture motorisée;
- Avoir le BEPC, savoir lire, parler et écrire couramment le français; la langue anglaise sera un plus;
- Disposer d'un permis de conduire catégorie C au moins
- Avoir une connaissance en mécanique auto et en entretien des véhicules;
- Connaître le paysage géographique Burkinabè;
- Etre de nationalité Burkinabè et âgé de 40 ans au plus
- Etre discret et courtois et avoir le sens de responsabilité et relationnel;
- Etre dynamique, disponible et apte à travailler dans un environnement multiculturel et efficacement sous pression.

Dossier de candidature:

- Une demande manuscrite adressé à Monsieur le Directeur pays;
- Une lettre de motivation
- Un CV incluant trois personnes de références;
- Une photocopie légalisée du permis de conduire C
- Une photocopie légalisée du BEPC;
- Une copie des attestations ou certificat de travail;
- Une attestation justifiant les connaissances en mécanique.

Date limite de dépôt::29 Avril 2016 à 12h

Source:: L'Observateur Paalga du Jeudi 14 Avril 2016.





Organisation du 11 décembre 2016 à Kaya : Le premier ministre Paul Kaba THIEBA touche du doigt les réalités du terrain

Dans le cadre de l'organisation du 56ème anniversaire de l'accession du Burkina Faso à l'indépendance prévues pour se tenir dans la région du Centre-Nord, le premier ministre Paul Kaba THIEBA a séjourné à Kaya ce lundi 18 avril 2016. A la tête d'une délégation gouvernementale, est allé constater de visu l'état d'avancement des travaux physiques entrant dans ce cadre.

Après une visite guidée des chantiers en cours, le chef du gouvernement en compagnie du ministre d'Etat, ministre de l'administration territoriale, de la décentralisation et de la sécurité intérieur, Simon Compaoré, des ministres des sports et des Loisirs, des infrastructures ainsi que celui de l'urbanisme et de l'habitat, a rencontré les forces vives et les corps constitués de la région du Centre-Nord en présence des représentants des entreprises et des techniciens en charge des travaux.

Niveau d'exécution des travaux globalement satisfaisant

D'entrée de jeu, l'hôte du jour a fait le point sur la visite des chantiers avant de se prêter aux préoccupations des forces vives et des corps constitués de la région. Des cités A et B des forces vives à l'axe du défilé en passant par le stade omnisport, la salle polyvalente et la place de la nation, Paul Kaba THIEBA s'est dit globalement satisfait de l'état d'avancement des travaux qui, à terme, engloutiront environ 19 milliards de francs CFA. Le taux d'exécution des chantiers financés par l'Etat, selon la présidente du comité régional d'organisation, madame Nandy Somé/Diallo, va de 65% pour le pied-à-terre du président à 100% pour les lots 1 et 3 relatifs au bitumage de voiries. Cependant, certains chantiers à financés par l'Etat attendent toujours un début d'exécution. Il s'agit du stade régional, l'abattoir frigorifique, la réfection de bâtiments administratifs, l'allocation de 900 millions aux trois provinces, les travaux supplémentaires de voiries d'un linéaire de 5Km. Des projets initiés par des partenaires comme la CNSS et la LONAB sont toujours attendus.

Des échanges directs, les participants ont soulevé préoccupations autres que le non démarrage de certaines réalisations l'ENEP de Kaya et le bitumage de 5km sur la nationale 15 dans la ville de Kaya ; par ailleurs, l'application impatientement attendue de la loi 081 par les fonctionnaires, l'emploi des jeunes, la mise en liberté provisoire d'ex-maires impliqués dans la mauvaise gestion de parcelles, la surpopulation de la maison d'arrêt et de correction de Kaya avec des problèmes d'hygiène se sont invités aux débats.

Point par point, Paul Kaba THIEBA et ses plus proches collaborateurs, dans un langage francs, se sont rassurants à travers les réponses aux questions soulevées. Ainsi on peut retenir que la construction de l'ENEP de Kaya, les travaux additionnels de bitumage de 5Km de voirie ainsi que la mise en œuvre de la loi 081 seront des réalités. La caserne des sapeurs-pompiers sera terminée et équipée dans les mois à venir. Pour au stade omnisport, instruction a été donnée au ministre en charge de la question pour une étude de faisabilité dans de meilleurs délais soit pour parachever le chantier abandonné dont la qualité n'est pas certaines soit pour trouver un nouveau site afin que le joyau soit livré dans le temps.

Instructions ont également été données pour le démarrage des projets initiés par les partenaires à savoir le jardin de la femme, la maison de l'appelé et le village artisanal par la nationale des loteries ainsi que l'auberge de la caisse nationale de sécurité sociale (CNSS). Si les directeurs généraux ont donné l'assurance que la livraison de ces infrastructures sera fait dans le délai, le chef du gouvernement a insisté que le chronogramme d'exécution des différentes travaux soit transmis aux départements ministériels en charge du suivi dans les jours à venir.

Au regard des réalités financières de notre pays, le chef du gouvernement s'est réservé des tenir des propos démagogiques sur certaines préoccupations telles que l'abattoir frigorifique et l'enveloppe de 300 millions promise à chaque province pour des projets locaux. Demandant à la population de garder leur mal en patience, il soutient que ces questions comme tant d'autres seront examinées et réalisées dans la mesure des possibilités budgétaires. Programmé en 2015 à Kaya dans le cadre de la célébration tournante, la célébration de la fête de l'indépendance a été repoussée en 2016 du fait des crises sociopolitiques et économiques qu'a connu le Burkina Faso. « Aujourd'hui, ce report est perçu par les forces vives et l'ensemble des acteurs comme une opportunité et mis à profit pour concrétiser les perspectives. » a relevé madame Nandy Somé/Diallo, Gouverneur et présidente du comité régional d'organisation du 11 décembre de la région du Centre-Nord.

Sidkèta

Annonce

Avis de recrutement d'un journaliste senior

Page 6



BURKINA : La CENI se dote de moyens pour un scrutin apaisé aux municipales du 22 mai 2016

La Commission électorale nationale indépendante (CENI) a ouvert ce lundi 18 avril 2016 une session de formation à l'endroit des présidents des Commissions communales électorales indépendantes (CECI) et Commissions électorales indépendantes des arrondissements (CEIA) sur la prévention des conflits électoraux. Cette formation s'est étalée sur une durée de deux jours et est destinée à familiariser les acteurs des démembrements de la commission avec certaines notions clé se rapportant à la violence électorale.

La commission électorale nationale indépendante (CENI), pour relever le défi organisationnel des élections municipales du 22 mai prochain, a initié une formation en faveur des présidents des différents démembrements CENI des 45 provinces. Cette formation se déroule grâce au partenariat de USAID à travers la Fondation internationale pour les systèmes électoraux (IFES). En effet, cette formation qui s'est déroulée du 18 au 19 avril s'inscrit dans le cadre du renforcement des capacités du personnel électoral.

Elle a pour objectif d'accompagner les démembrements dans la gestion des difficultés qui pourraient survenir avant, pendant et après les élections. Selon le président de la CENI, Me Barthélémy Kéré, c'est la raison pour laquelle, en plus des Commissions communales électorales indépendantes (CECI) des 45 chefs-lieux de provinces, celles des démembrements qui ont été confrontés à des situations qui auraient pu engendrer des violences pré électorales lors du dépôt des candidatures des municipales sont aussi intéressées par ladite formation.

Ce programme de prévention s'avère être, à en croire le représentant USAID, Jim Parys, une garantie de promesse de la CENI d'organiser des élections transparentes et légitimes. Il a déclaré aux différents acteurs de la CENI qu'ils ont à leur charge une très grande responsabilité d'organiser les dernières élections après la transition pour la stabilité démocratique du Burkina Faso. Il leur a aussi réitéré le soutien de l'USAID pour les accompagner à réussir les élections.

La formation consistera à la mise en œuvre d'un projet d'alertes rapides et de réponses adaptées aux risques de violence électorale, selon le formateur Amourlaye Touré. Qualifié en matière de renforcement de capacité et de mise en œuvre de scrutin apaisé auprès de la commission électorale, il vient du Burundi où le même projet a été mis en œuvre.

C'est dans la même logique que l'IFES pratique cette stratégie depuis plus de 10 ans dans plusieurs pays comme le Sénégal, le Togo, le Burundi ..., a-t-il poursuivi. Il entend réussir sa mission au Burkina grâce à une méthodologie adaptée et éprouvée et toute l'expérience que l'IFES a acquise au cours de ces dernières années pour essayer d'adapter cette stratégie de prévention et d'atténuation des violences électorales. La fondation attend des participants un effort de compréhension et d'adaptation de la méthodologie.

Me Barthélémy Kéré a souhaité que les différents démembrements outillés puissent faire en sorte qu'il n'y ait aucune violence. Cependant, il les exhorte à opter pour une résolution judiciaire des conflits à travers les voies juridictionnelles en cas de revendication.

Bernadette Dembélé

Les offres d'emploi sur

www.jobs-campus.com

Poste : 04 Consultants en théâtre radiophonique

Recruteur : INTERNEWS

Type d'emploi : CDD

Pays : Ouagadougou/ Burkina Faso

Adresse : ONG INTERNEWS, immeuble Tarpaga près de l'hôtel Ricardo, Tanghin/ 00226 77 31 68 77

Date limite de dépôt des dossiers : vendredi, 29 avril 2016 à 16H00

Description :

Profil du candidat :

- Etre titulaire d'un diplôme de fin d'études supérieures dans le domaine concerné ;
- Justifier d'une expérience professionnelle d'au moins cinq (05) ans ;
- Etre capable d'entretenir de bonnes relations de travail dans un environnement international ;
- Etre capable de travailler sous pression ;
- Avoir une bonne maîtrise des logiciels bureautiques (Word, Excel, PowerPoint).

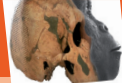
Dossier de candidature :

- Un curriculum vitae (CV) ;
- Une lettre de motivation avec 3 références professionnelles ;
- Une copie de la carte d'identité et de l'acte de naissance ;
- Des copies des certificats de travail et des diplômes

Lieu de dépôt : ONG INTERNEWS, immeuble Tarpaga près de l'hôtel Ricardo, Tanghin/ 00226 77 31 68 77

Date limite de dépôt : vendredi, 29 avril 2016 à 16H00

Source : L'observateur Paalga du mercredi 20 avril 2016.



Les offres d'emploi sur

www.jobs-campus.com



Poste : 01 Journaliste senior

Recruteur : INTERNEWS Type d'emploi :CDD

Pays : Ouagadougou/ Burkina Faso

Adresse : ONG INTERNEWS, immeuble Tarpaga près de l'hôtel Ricardo, Tanghin/ 00226 77 31 68 77

Date limite de dépôt des dossiers : vendredi, 29 avril 2016 à 16H00

Description :

Profil du candidat :

- Etre titulaire d'un diplôme de fin d'études supérieures dans le domaine concerné ;
- Justifier d'une expérience professionnelle d'au moins cinq (05) ans ;
- Etre capable d'entretenir de bonnes relations de travail dans un environnement international ;

- Etre capable de travailler sous pression ;
- Avoir une bonne maîtrise des logiciels bureautiques (Word, Excel, PowerPoint).

Dossier de candidature :

- Un curriculum vitae (CV) ;
- Une lettre de motivation avec 3 références professionnelles ;
- Une copie de la carte d'identité et de l'acte de naissance ;
- Des copies des certificats de travail et des diplômes

Lieu de dépôt : ONG INTERNEWS, immeuble Tarpaga près de l'hôtel Ricardo, Tanghin/ 00226 77 31 68 77

Date limite de dépôt : vendredi, 29 avril 2016 à 16H00

Source : L'observateur Paalga du mercredi 20 avril 2016.

Poste : TRADUCTEUR

Recruteur : MYRHANN ENTREPRISES

Type d'emploi : CDD

Pays : Côte d'Ivoire

Adresse : ci@educarriere.net

Date limite de dépôt des dossiers : 23/04/2016

Description

Affecté au département Linguistique de MYRHANN ENTREPRISES, le stagiaire sera hiérarchiquement sous la direction du Responsable du département linguistique adjoint.

Il devra :

- Aider à la réalisation des projets linguistiques du département ;
- Rédaction de documents et de modules de formation
- Assistance dans les activités quotidiennes et ponctuelles d'interprétariat
- Traduction de documents
- Escorte bilingue et toutes actions liées aux activités du département.
- Participer à l'atteinte des objectifs du département

Profil pour ce poste

Prédispositions requises :

Savoir

- Maîtrise parfaite de l'Anglais et du Français
- Maîtrise de l'outil informatique et logiciels bureautique (Word, Excel, PowerPoint, de Traduction...)

Savoir-faire

- Savoir écouter (rester concentré et attentif avec son interlocuteur)
- Capacité d'organisation de travail
- Capacité de planification
- Savoir s'organiser et gérer les priorités
- Savoir travailler en équipe
- Savoir gérer et suivre une procédure, être méthodique
- Savoir comprendre une demande téléphonique, filtrer et orienter les correspondants
- Savoir-être
- Respect de sa hiérarchie
- S'exprimer avec aisance
- Etre courtois
- Rigueur et organisation
- Esprit d'initiative
- Sens de la pratique
- Bonne mémoire
- Résistance au travail sous pression
- Sens de l'analyse
- Adaptabilité, amabilité et discrétion
- Flexibilité
- Proactivité
- Rendre compte à sa hiérarchie

Envoyer nous votre LETTRE DE MOTIVATION et votre CV à info@myrhannentreprises.ci.

Les offres d'emploi au quotidien sur www.jobs-campus.com



Poste : Un Responsable Administratif et Financier (RAF)

Recruteur : Fondation Educacion Cooperacion (Educo)

Type d'emploi : CDD

Pays : Ouahigouya/ Burkina Faso

Adresse : karidia.sanon@educocoo.org/ (en copie à) educocoo.burkina@educocoo.org

Date limite de dépôt des dossiers : lundi 29 mai 2016 à 18H00

Description :

Profil du Candidat:

- Etre titulaire d'un diplôme en finance et comptabilité (minimum niveau maîtrise)
- Avoir au minimum une expérience professionnelle d'au moins 05 ans dans un poste similaire en ONG internationale
- Avoir une expérience en gestion des fonds issus de financements externes
- Connaître les procédures de gestion financière adaptées au pays et à sa législation

-Connaître les normes IAS-IFRS pour les audits

-Maîtriser Excel/Word/Office 365

Dossier de Candidature:

-Un CV

-Une lettre de motivation

-Photocopies légalisées des diplômes

-Photocopie légalisée de la CNIB

-Contacts de trois personnes de référence

-Pour les finalistes il sera demandé aux finalistes de compléter leurs dossiers avec un extrait du casier judiciaire

Lieu de dépôt: siège de la Délégation sis au secteur 10 de ouahigouya, à côté du lycée Teel-Taaba/ karidia.sanon@educocoo.org/ (en copie à) educocoo.burkina@educocoo.org / 00226 24 55 44 76. Par courrier BP 413 Ouahigouya

Date limite de dépôt:lundi 29 mai 2016 à 18H00

Source: l'Observateur Paalga du mercredi 20 avril 2016.

Poste : Un chef de service vente et suivi des marches

Recruteur : LA SGMT

Type d'emploi : CDI

Pays : Lomé/TOGO

Adresse :Zone Industrielle et Portuaire BP 9098,Lomé-Togo

Date limite de dépôt des dossiers : 29 avril 2016

Description :

Profil du candidat:

- Vous êtes titulaire d'un diplôme en licence, Master ou Master 2 en action commerciale, Commerce international ou administration des ventes
- Formation spécifique : Formation commerciale et/ou expérience dans le domaine de l'agroalimentaire
- Expérience minimale requise : 3 ans dans un poste similaire ou 5 ans en tant

qu' Agent de maitrise Commercial ou animateur

-Qualités requises : Sens de la communication, sens de l'écoute, dynamique, sens de l'organisation.

Dossier de candidature et lieu de dépôt:

Vous pouvez déposer votre dossier de candidature (votre CV détaillé + lettre de motivation+diplômes+attestations de travail) enclavant le N° de vacance en objet, sous pli fermé, à l'adresse suivante : SGMT, située Zone Industrielle et Portuaire BP 9098,Lomé-Togo en adressant votre dossier à la Direction des Ressources Humaines.

Date limite de dépôt : 29 avril 2016

Source:<http://www.anpetogo.org/index.php/component/content/article/90-of-fres-d-emplois>.

Poste : Une assistante de direction

Recruteur : Union des Religieux et Coutumiers du Burkina pour la promotion de la santé et le développement

Type d'emploi : CDD

Pays : Ouagadougou/ Burkina Faso

Adresse : Quartier Wemtenga, secteur 28 Rue 28.470 (ancien découpage administratif) 00226 25 36 14 15

Date limite de dépôt des dossiers : mercredi 27 avril 2016 à 16H00

Description :

Profil du candidat: les personnes intéressées peuvent prendre connaissance

des TDRs au siège de l'URCB/SD

Dossier de Candidature: les personnes intéressées peuvent prendre connaissance des TDRs au siège de l'URCB/SD

Lieu de dépôt: siège de l'URCB/SD situé au côté nord de la maison de la femme Quartier Wemtenga, secteur 28 Rue 28.470 (ancien découpage administratif) 00226 25 36 14 15

Date limite de dépôt: mercredi 27 avril 2016 à 16H00

Source: sidwaya du mercredi 20 avril 2016.

Sciences-Campus Info
Magazine Scientifique & Universitaire

Magazine d'informations scientifiques et universitaires.

Fondé le 26 août 2013.

02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso

Tél: + 226 76609721

E-mail: redaction@sc-mail.info

Site web:

www.sciences-campus.info

Publications semestrielles et quotidiennes

Autorisations

n°5509P/2013/ CAO/TGLO/P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

Administration

OTC

Fondation Sciences-Campus

Directeur de publication

GOW Siaka

Rédaction et reportage

Equipe Sciences-Campus Info

- Eliane Bayala

- Aris KUSIELE SOMDA

- Bernadette Dembélé

- Valentin Mano

Correspondants des provinces du

Burkina

- Karim Ouattara

- Francois blanc

- Boureima Sogoba

-Augustin Irwaya Ouedraogo

- Tigiane Antoine Ki

Correspondants pays

Montage

Eliane BAYALA

Oeil du professionnel

Distribution

Téléchargeable:

sur www.sciences-campus.info

Abonnement, insertion, couverture médiatique

+226 76609721

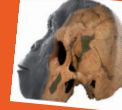
+226 72080505

E-mail: redaction@sc-mail.info

Représentation Bobo Dioulasso

Tél: +226 20954746

+226 72070909



Des questions de la recherche

Des questions des Universités

Des questions des Ecoles

Des questions d'Actualité

Des questions d'emplois

*Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien
en version numérique à télécharger.*

*Téléchargez chaque jour le quotidien numérique
Sciences-Campus Info.*